



Déclaration de la Conférence internationale de Gatineau (Québec, Canada) des 24 et 25 septembre 2008

Nous sommes ici trois cent vingt-cinq personnes, acteurs de toutes les générations, promoteurs, chercheurs, têtes de réseaux, responsables de mise en route de nouvelles politiques publiques, tous et toutes partisans et partisanes d'une solidarité internationale repensée, d'une justice économique et sociale générale et d'une mondialisation équitable.

Ensemble, nous constatons que l'économie mondiale déréglementée sème le désarroi, crée de la précarité et favorise la montée des inégalités, y compris entre les hommes et les femmes ; que la planète est en état de survie ; que de grandes multinationales et des partis politiques conservateurs réussissent à convaincre des populations qu'il leur faut combattre l'État plutôt que de le voir assumer un rôle de direction permettant de répondre à leurs besoins et à leurs aspirations.

Ensemble, nous constatons aussi que, tant au Nord qu'au Sud, des centaines de milliers de personnes et des dizaines de milliers d'organisations et de mouvements remettent en question le mode dominant de production et de consommation, et proposent un modèle de développement durable et solidaire ; que des initiatives cherchent à renforcer l'État en lui redonnant un rôle actif dans l'économie, l'emploi et dans la redistribution de la richesse collective ; que des mouvements sociaux et des organisations sont toujours plus nombreux à construire de nouveaux lieux d'apprentissage et d'exercice de la citoyenneté et de la démocratie dans le sens de l'intérêt général.

Et ensemble, nous convenons :

1. Que les crises énergétique, climatique, alimentaire et financière, additionnées à la montée des inégalités sur la planète et à l'affaiblissement de la mission sociale des États tant au Nord qu'au Sud, font courir aux populations et à la planète des risques inédits.
2. Que nous sommes de plus en plus nombreux à être vivement conscients de la nécessité d'internationaliser les différents fronts de lutte (environnement, femmes, paysans, autochtones, communautés locales sous pression, commerce équitable, etc.) et de développer des nouvelles pratiques prometteuses de coopération solidaire Nord/Sud (renouveau dans le mouvement syndical international, renouveau dans le mouvement coopératif et mutualiste, retour des paysans et producteurs agricoles sur l'avant-scène, consolidation des réseaux de groupes de femmes, etc.).
3. Que le défi de l'interculturalité et de l'échange solidaire du Nord et du Sud dans les mouvements et entre les organisations demeure entier et qu'il doit être relevé.
4. Que, dans l'objectif de mettre en place un modèle de développement solidaire, durable et au service des personnes, l'on valorise les circuits courts, la souveraineté

alimentaire et des services sociaux de proximité équitables. Il nous faut également, tant au Nord qu'au Sud, travailler à la reconquête de la souveraineté politique de nos États.

5. Que nos États doivent reconnaître la société civile, ses mouvements et ses organisations pour la mettre à contribution dans l'élaboration de politiques publiques et l'organisation des services à leurs populations.
6. Que nos États doivent œuvrer à la démocratisation des grandes institutions économiques, sociales et culturelles internationales.
7. Que les politiques de coopération internationale doivent tableer d'abord et avant tout sur l'échange des savoirs, des expertises et des services entre les mouvements et les organisations de la société civile. En conséquence nos États doivent remplacer la Déclaration de Paris par un nouvel agenda de l'efficacité de l'aide basé sur les droits humains, l'égalité des sexes et le respect de l'environnement.
8. Que nous devons interpellier nos organisations nationales de même que nos grands réseaux tels l'Alliance coopérative internationale (ACI), la Confédération syndicale internationale (CSI), la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA) et Via Campesina, la Marche mondiale des femmes (MMF), le Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS), les Rencontres d'économie sociale du Mont-Blanc (RMB), le réseau de la finance solidaire INAISE, les réseaux internationaux d'ONG et d'OCI, les réseaux de recherche sur les questions Nord-Sud afin qu'ils se concertent davantage et de façon plus structurée sur la base d'un plan d'information, de communication et d'action qui soit à la hauteur des enjeux actuels de la planète, tout à la fois locaux et internationaux.
9. Que le type de rencontre vécue à Gatineau les 24 et 25 septembre 2008 mettant en présence une variété d'acteurs appartenant aux grands réseaux et provenant de toutes les parties du monde est à rééditer périodiquement.
10. Qu'au terme de cet exercice, nous nous sentons encore davantage RESPONSABLES AUSSI DU MONDE comme nous y engageait la déclaration du Québec au sortir des États généraux de l'AQOCI en 2006.

Louis Favreau



Lucie Fréchette



Gérald Larose



Maria Luisa Monreal

